

USA

# Reagan : le capitalisme au goût sauvage

Le vent du libéralisme souffle avec force sur les USA avec Reagan qui vient de présenter son programme économique au Congrès US ; programme qui s'inspire de tout un courant économique à la mode d'aujourd'hui appelé les « nouveaux économistes » ou les « économistes de l'offre ». Programme impressionnant par les mesures sauvages prises à l'encontre des travailleurs de ce pays, frappant d'une violence sans précédent les chômeurs et les travailleurs les plus pauvres qui voient toute aide, qui leur était jusqu'ici attribuée, supprimée.

Les médias s'accordent pour parler d'une « ère nouvelle pour l'économie US » ou d'« une expérience sans précédent » (Les Echos du 20/02/81), certains PDG des monopoles français d'un « exemple à suivre pour la France ».

Quelles sont ces mesures économiques ? Comment les analyser ? Et quelles conséquences vont-elles entraîner ?

Le programme US repose sur deux axes principaux :

1 — La réduction des impôts. Et, avant tout la baisse des impôts frappant les profits des trusts US. Ceci, accompagné d'un allègement des réglementations administratives en leur faveur.

2 — La compression des dépenses publiques, mouvement présidant à toute une série impressionnante de coupes sombres dans les charges des administrations, venant affecter gravement l'emploi et les conditions de travail des fonctionnaires, dans les aides en tous genres attribuées jusqu'ici aux travailleurs les plus démunis, ainsi que dans l'aide alimentaire, pourtant déjà fort minime, accordée aux pays du Tiers Monde.

Le premier train de mesures consiste en un cadeau royal offert aux monopoles américains.

## CADEAU ROYAL AUX MONOPOLES US

Ce cadeau, sous forme d'élargissement des déductions fiscales pour investissement (grâce à l'amortissement accéléré), avec effet rétroactif au 1er janvier 81, est évalué à pas moins de 2,5 milliards de dollars en 81 et 9,7 milliards de dollars l'an prochain. L'objectif : augmenter les bénéfices des firmes et, par là, leur compétitivité. Il s'agit de promouvoir les investissements et l'innovation des trusts, devant permettre l'amélioration de la productivité qui a chuté de 0,9% et de 0,3% au cours des deux dernières années, ainsi que le développement de la production, du Produit national brut qui, de mars à juin 80, a baissé au rythme annuel de 9,6%.

Les ménages, quant à eux, verront diminuer de 10% par an, du 1er juillet 81 au 1er juillet 84, leur impôt sur le revenu. Cette réduction est valable pour toutes les tranches de revenus. Ce qui revient à favoriser considérablement les catégories à hauts revenus qui en seront les premiers bénéficiaires.

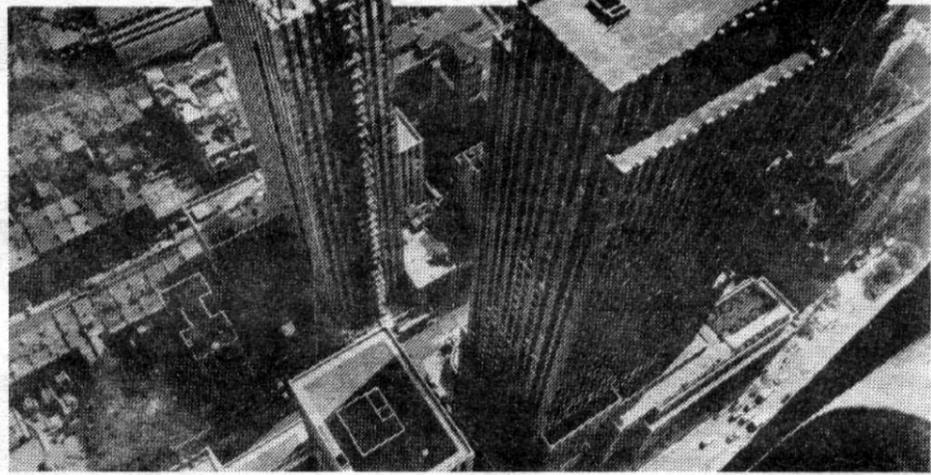
Par ailleurs, en vue d'une « déréglementation de l'administration », Reagan a chargé une commission de dresser la liste de toutes les entraves administratives qui concernent les trusts. D'ores et déjà, est dissout le Conseil pour la stabilité des salaires et des prix. Au total, on enregistre près de 6 000 emplois supprimés dans les agences chargées de réglementer l'énergie, l'environnement et la santé. Il s'agit par là de laisser se développer pleinement la libre initiative des firmes ; bref, de leur donner pleine et entière liberté des prix, liberté de licencier, liberté de se redéployer toujours plus.

Le deuxième train de mesures consiste en une compression sans précédent par son ampleur des dépenses publiques, venant frapper de plein-fouet les travailleurs et dans leur emploi et dans leur pouvoir d'achat.

## COMPRESSION SANS PRÉCÉDENT DES DÉPENSES PUBLIQUES

Ces compressions atteindront 8 milliards de dollars durant l'exercice en cours et... 41,4 milliards de dollars en 1981-82 ! Le but : réduire le déficit budgétaire qui était de 59,6 milliards de dollars pour l'exercice clos au 30 septembre 80 pour atteindre, en 84, un équilibre du budget et freiner l'inflation qui devrait, selon les prévisions de Reagan, passer de 12,4% en 80 à 10,5% cette année et à 7,2% en 82. Simultanément, la croissance économique devrait, estime-t-on, s'élever à 1,1% en 81, 4,2% en 82 et 5% en 83 et le chômage tomber de 7,8% en 81 à 6,6% en 83 pour descendre jusqu'à 5,6% en 1986.

Toutes les administrations sont frappées par cette réduction des dépenses. C'est ainsi qu'on prévoit l'élimination d'emplois fédéraux évaluée au chiffre colossal de 52 000 emplois en moins d'ici 82 et le blocage des salaires des fonc-



tionnaires. Une seule administration épargnée : la Défense. Conformément aux promesses électorales de Reagan, à sa volonté affirmée de revenir à un impérialisme US plus fort et plus musclé, les dépenses militaires globales seront augmentées de 7,2 milliards de dollars. Il faut voir par là, un moyen également de redonner un coup de fouet à l'impérialisme US par le développement des débouchés pour les trusts US que cette augmentation va entraîner.

Les subventions dans les domaines les plus divers (postes, transports, recherche scientifique et médicale, activités artistiques...) vont subir des réductions substantielles.

D'autre part, les travailleurs au pouvoir d'achat le plus faible, voire nul, se voient désormais peu à peu privés de toute aide (repas

gratuit aux écoliers pauvres, bons alimentaires...).

## REJETÉS DANS LA MISÈRE

Ainsi, 400 000 familles voient, dès aujourd'hui, supprimés leurs bons alimentaires — Economies évaluées par Reagan à 1,8 milliard de dollars. Et, ce n'est qu'un début. Car, on rend plus sévères aussi les critères d'attribution de toute une série d'autres prestations comme les retraites complémentaires, les prêts aux étudiants, les subventions médicales, etc... On prévoit 16 milliards d'aides supprimées pour 1982. Quant aux chômeurs, la période d'attribution de leurs allocations est réduite de moitié (13 semaines au lieu de 26), tandis que l'aide au logement subit une diminution de 13%.

Enfin, l'aide accordée aux pays du Tiers Monde,

déjà fort minime, sera encore réduite : 26% de moins pour l'aide à l'étranger. Economies de 1,8 milliards de dollars sur l'aide alimentaire par rapport au projet de budget établi par Carter.

On le voit, ce programme économique de Reagan consiste à donner aux trusts US, qui voient peu à peu leur compétitivité émoussée et qui, dans certains secteurs, sont concurrencés par les trusts européens et japonais, les meilleurs atouts possibles pour restaurer leur productivité et leurs profits, sur le dos des travailleurs. Mais de quelle logique capitaliste procède ce programme. Quels sont plus précisément ses fondements ?

## LES FONDEMENTS DU PROGRAMME ÉCONOMIQUE REAGAN

Le programme de Reagan s'inspire de tout un courant à la mode d'aujourd'hui appelé les « nouveaux économistes ». Sous prétexte de supprimer l'intervention de l'État, on revient sur les droits des travailleurs, pour permettre à l'État d'intervenir encore plus afin d'aider les trusts les plus performants.

En fait, ce que préconisent nos « nouveaux économistes », c'est que l'État — dont la politique est subordonnée aux monopoles — intervienne exclusivement au profit de ces monopoles. C'est là ce que sous-tend leur théorie. En effet, prônant un retour au capitalisme sauvage, pour nos théoriciens, l'offre (c'est-à-dire la production) crée sa propre demande. D'où, d'ailleurs, la négation de l'existence de crise de surproduction générale, les crises n'étant que des encombrements passagers. Mais, si tout part de l'offre — donc, des trusts — il faut soutenir la croissance de l'offre (donc des monopoles) qui résoudrait crise (passagère), inflation et chômage. « Il vaut mieux subventionner la production que l'oisiveté ou le chômage ou l'évasion fiscale et l'économie clandestine comme



maintenant » déclare Arthur Laffer, professeur à l'Université de Californie du Sud, conseiller de Thatcher et de Reagan. On préconise donc, pour soutenir cette offre, cette production, la suppression de l'impôt sur les profits des firmes, les allègements fiscaux, autant de mesures tout à la faveur des trusts, qui vont ainsi restaurer leurs profits, donc permettre la croissance de leur production, laquelle inciterait les trusts à investir et créer des emplois. Quant à la diminution de la pression fiscale pour les catégories à bas revenus, cela relancerait, en développant la consommation, l'inflation. La réduction des inégalités des revenus : connaît pas ! Ça a le mérite d'être clair par rapport aux promesses démagogiques portant sur la réduction des inégalités par la fiscalité ! C'est pourquoi on bannit la progressivité de l'impôt sur le revenu tendant à corriger partiellement les effets de l'inflation sur les catégories à plus faible revenus, car cela relancerait la consommation, donc l'inflation. Par contre, pour nos nouveaux économistes, peuvent bénéficier d'une baisse de l'impôt les catégories à hauts revenus qui sont conduits moins à acheter des biens de consommation qu'à épargner. C'est ainsi que Laffer critique Kennedy qui, en 1962 et 1963 « a abaissé les impôts sur les particuliers et les entreprises sans s'occuper de savoir à qui cela profiterait. Vous n'aidez pas les pauvres "en faisant payer les riches" ». Bref, la maxime de nos théoriciens pourrait être : « il vaut mieux aider les plus gros à être encore plus gros » ; quant aux travailleurs, qu'ils acceptent sans rechigner réduction des prestations et allocations.

Telle est la logique dont s'inspire le programme économique de Reagan. Que les profits et la compétitivité des trusts US soient améliorés, cela est fort probable. Que les trusts soient conduits à créer des emplois, rien n'est moins sûr, en revanche. Car la recherche de la compétitivité et l'emploi de nouvelles technologies peuvent conduire nos trusts US à ne pas embaucher davantage.

Quoiqu'il en soit, ces mesures toutes tournées vers le profit maximum des trusts US risquent fort d'aggraver la concurrence mondiale.

Enfin, il faut noter que ce retour au capitalisme sauvage, à la dureté initiale du capitalisme, sans expédients pris par l'État pour tenter de masquer les inégalités les plus criardes, Thatcher en Grande-Bretagne l'a amorcé, avec les résultats que l'on sait. Et Giscard-Barre ? On retrouve dans leur politique actuelle certains accents : liberté des prix, chasse aux canards boiteux, attaques contre notre droit à la santé. Le rapport Longuet qui prévoit un éclatement des administrations et, à terme, la suppression des fonctionnaires.

Et, rien ne nous dit qu'une fois les élections présidentielles passées, les patrons ne nous réservent pas d'autres mesures à la Reagan.

Catherine LEMAIRE